



CHAPITRE 25

Loi des régimes supplémentaires de rentes

[Sanctionnée le 15 juillet 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS ET APPLICATION

Interprétation:

1. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

« charge »: a) « charge »: le poste qu'occupe un particulier et qui lui donne droit à une rémunération, y compris la charge d'administrateur d'une corporation et celle d'un agent à plein temps;

« salarié »: b) « salarié »: un particulier qui, dans la province ou dans une autre province à législation équivalente et pendant une période continue d'au moins six mois, exécute un travail en vertu d'un contrat de louage de service personnel ou occupe une charge;

« période continue »: c) « période continue »: la période de temps durant laquelle un salarié est lié par un contrat de louage de service ou occupe une charge, sans égard à une période temporaire d'absence avec ou sans rémunération;

« employeur »: d) « employeur »: une personne qui verse à un salarié une rémunération pour ses services;

CHAPTER 25

Supplemental Pension Plans Act

[Assented to 15th July 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS AND APPLICATION

1. In this act, the following expressions mean:

(a) "office": the position of an individual entitling him to remuneration, including the position of director of a corporation and that of a full-time agent;

(b) "employee": an individual who holds an office or does work under a contract of lease and hire of personal services, in the Province or in another province having similar legislation, for a continuous period of not less than six months;

(c) "continuous period": the period of time during which an employee is bound by a contract of lease and hire of services or holds an office, without regard to periods of temporary suspension of employment with or without remuneration;

(d) "employer": a person who pays an employee a remuneration for his services;

- « régime supplémentaire ou « régime » : e) « régime supplémentaire » ou « régime » : des dispositions établies pour le paiement de rentes de retraite à des salariés y compris un régime de rente avec participation différée aux bénéfices;
- « régime enregistré » : f) « régime enregistré » : un régime supplémentaire certifié conforme aux normes de la présente loi ou d'une législation équivalente;
- « régime assuré » : g) « régime assuré » : un régime supplémentaire dont les rentes et autres prestations sont totalement assurées ou garanties, soit par le gouvernement du Canada ou d'une province, soit par une compagnie ou société d'assurance enregistrée dans la province;
- « contribution » : h) « contribution » : une somme d'argent qu'un employeur ou un salarié verse en vertu d'un régime supplémentaire;
- « contribution volontaire additionnelle » : i) « contribution volontaire additionnelle » : une contribution additionnelle d'un salarié versée dans des conditions où le régime n'oblige pas l'employeur à verser en conséquence une contribution additionnelle;
- « rente » : j) « rente » : l'ensemble des montants périodiques auxquels, en vertu d'un régime supplémentaire, un salarié a droit lors de la retraite ou un tiers a droit à son décès après la retraite;
- « crédit de rente » : k) « crédit de rente » : la valeur à un moment donné de la rente et des prestations prévues par un régime supplémentaire auxquelles un salarié a acquis droit;
- « rente différée » : l) « rente différée » : une rente viagère dont le paiement doit commencer à l'âge normal de la retraite en vertu d'un régime supplémentaire, qu'elle se continue ou non en faveur d'une autre personne après le décès;
- « date d'inscription » : m) « date d'inscription » : pour le travail exécuté par un salarié dans la province, le 1er janvier 1966 et, pour le travail exécuté dans une autre province à législation équivalente, la date à compter de laquelle un régime supplémentaire y est tenu d'être conforme aux normes prescrites pour l'enregistrement;
- « normes » : n) « normes » : les normes fixées par la présente loi et les règlements;
- « prescrit » : o) « prescrit » : prescrit par règlement;
- (e) « supplemental plan » or « plan » : "supplemental provisions established for the payment of retirement pensions to employees, including a deferred profit sharing pension plan";
- (f) « registered plan » : a supplemental plan certified to be in conformity with the standards of this act or of similar legislation; "registered plan";
- (g) « insured plan » : a supplemental plan the pensions and other benefits of which are fully insured or guaranteed either by the government of Canada or that of any province, or by an insurance company or association registered in the Province; "insured plan";
- (h) « contribution » : a sum of money paid by an employer or employee under a supplemental plan; "contribution";
- (i) « voluntary additional contribution » : an additional contribution by an employee which, under the terms of the plan, does not impose upon the employer an obligation to make a concurrent additional contribution; "voluntary additional contribution";
- (j) « pension » : the aggregate of the periodic amounts to which an employee will become entitled upon retirement or to which any other person is entitled by virtue of his death after retirement under a supplemental plan; "pension";
- (k) « pension credit » : the value at a particular time of the pension and other benefits provided under a supplemental plan to which an employee has become entitled; "pension credit";
- (l) « deferred annuity » : a life annuity the payment of which commences at normal retirement age under a supplemental plan, whether or not it is continued after death to some other person; "deferred annuity";
- (m) « qualification date » : as regards employment in the Province, the 1st of January 1966, and, as regards employment in another province having similar legislation, the date upon which a supplemental plan is required to maintain the standards prescribed for registration in such province; "qualification date";
- (n) « standards » : the standards determined by this act and the regulations; "standards";
- (o) « prescribed » : prescribed by regulation; "prescribed";

« Régie »: p) « Régie »: la Régie des rentes du Québec;

« autre province »: q) « autre province »: une province ou un territoire du Canada autre que le Québec;

« législation équivalente »: r) « législation équivalente »: une loi d'une autre province établissant des normes déclarées équivalentes par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(p) "Board": the Quebec Pension "Board"; Board;

(q) "other province": any Canadian "other Province or territory other than Quebec; prov- ince";

(r) "similar legislation": an act of "similar another province establishing standards declared to be similar by the Lieutenant-Governor in Council. legisla- tion".

Application limitée. 2. La présente loi ne s'applique pas à un régime supplémentaire auquel l'employeur des salariés ne verse aucune contribution.

2. This act shall not apply to any supplemental plan under which the employees' employer is not required to make contributions. Application restricted.

Réserve. Cependant un régime supplémentaire auquel l'employeur ne contribue pas doit être considéré partie intégrante d'un autre régime auquel l'employeur contribue lorsque la participation à cet autre régime est une condition de la participation au premier.

Nevertheless, a supplemental plan under which an employer is not required to make contributions shall be deemed to be part of any other plan under which the employer is required to make contributions when membership in such other plan is a condition precedent to membership in the first plan. Proviso.

Dispositions demeurant en vigueur. 3. Les dispositions relatives à un régime supplémentaire contenues dans une convention collective de travail constituent un acte dont l'existence est indépendante de celle de la convention collective et qui demeure en vigueur malgré son expiration ou annulation.

3. The provisions respecting a supplemental plan contained in a collective labour agreement shall constitute a contract having an existence separate from that of the collective labour agreement and shall remain in force notwithstanding its expiry or cancellation. Provisions to remain in force.

Travail dans la province. 4. Un travail est censé exécuté dans la province lorsque l'établissement de l'employeur où le salarié se présente au travail y est situé ou, s'il n'est pas requis de se présenter au travail à un établissement de l'employeur, lorsque l'établissement de l'employeur d'où il reçoit sa rémunération est situé dans la province.

4. A person shall be deemed to be employed in the Province when the establishment of his employer to which he reports for work is situated therein, and, where the employee is not required to report for work at any establishment of his employer, when the establishment of his employer from which his remuneration is paid is situated in the Province. Employment in the Province.

Législation équivalente. 5. La déclaration du lieutenant-gouverneur en conseil à l'effet qu'une loi d'une autre province constitue une législation équivalente n'est pas infirmée par la modification ou le remplacement de cette loi.

5. A declaration of the Lieutenant-Governor in Council that an act of another province establishes similar legislation is not invalidated by the amendment or replacement of such act. Similar legisla- tion.

Idem. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps déclarer qu'une telle loi n'est plus une législation équivalente.

Nevertheless, the Lieutenant-Governor in Council may, at any time, declare that such an act is no longer similar legislation. Idem.

SECTION II

RÉGIE ET CONSEIL CONSULTATIF

Pouvoirs
de la
Régie.

6. La Régie possède les fonctions et pouvoirs suivants, en plus de ceux qui lui sont conférés par le Régime de rentes du Québec:

a) promouvoir l'établissement et l'amélioration des régimes supplémentaires dans la province;

b) faire l'enregistrement des régimes supplémentaires conformes aux normes;

c) approuver les modifications à un régime enregistré;

d) annuler l'enregistrement des régimes supplémentaires qui cessent d'être conformes aux normes;

e) avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, désigner ou établir une institution susceptible d'accepter, détenir et payer les sommes correspondant à des crédits de rente;

f) décréter la mise en tutelle d'un régime supplémentaire lorsque, à la suite d'une enquête, la Régie est d'avis que les droits des intéressés sont en péril, et désigner un curateur;

g) accorder la mainlevée de la tutelle d'un régime supplémentaire lorsque, à la suite d'une enquête, il est établi que le régime est redevenu conforme aux normes et que les droits des intéressés sont sauvegardés;

h) poursuivre des études et des recherches dans le domaine des régimes supplémentaires;

i) accomplir toute autre fonction qui lui est confiée par le lieutenant-gouverneur en conseil ou qui lui est déléguée en vertu d'une législation équivalente.

Conseil
consul-
tatif.

7. Le Conseil consultatif institué par le Régime des rentes du Québec peut donner son avis et faire des suggestions à la Régie sur toute question relative à la présente loi que le lieutenant-gouverneur en conseil ou la Régie lui soumet.

SECTION III

ENREGISTREMENT DES RÉGIMES

Enregis-
trement.

8. Aucun régime supplémentaire ne peut être mis en vigueur dans la province, à moins qu'il ne soit au préalable enre-

DIVISION II

BOARD AND ADVISORY COUNCIL

6. The Board shall have the following functions and powers in addition to those assigned to it by the Quebec Pension Plan: Powers of Board.

(a) to promote the establishment and improvement of supplemental plans throughout the Province;

(b) to register supplemental plans which comply with the standards;

(c) to approve amendments to registered plans;

(d) to cancel the registration of supplemental plans which no longer comply with the standards;

(e) with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, to designate or establish an agency for the purposes of receiving, holding and disbursing pension credits;

(f) to put a supplemental plan under trusteeship when, after investigation, the Board is of opinion that the beneficiaries' interests are jeopardized, and to appoint a curator;

(g) to release a supplemental plan from trusteeship when, after investigation, it is established that the plan again complies with the standards and that the beneficiaries' interests are safeguarded;

(h) to conduct surveys and research programmes respecting supplemental plans;

(i) to perform such other functions as are assigned to it by the Lieutenant-Governor in Council or as are delegated to it under similar legislation.

7. The Advisory Council established by the Quebec Pension Plan may give its opinion and make suggestions to the Board on any matter relating to this act which the Lieutenant-Governor in Council or the Board may submit to it. Advisory Council.

DIVISION III

REGISTRATION OF PLANS

8. No supplemental plan shall come into force in the Province unless it is first registered by the Board and certified Regis-
tration.

gistré par la Régie et certifié conforme aux normes.

to be in compliance with the standards.

Normes. 9. Les régimes existant lors de la mise en vigueur de la présente loi doivent se conformer aux normes à compter du 1er janvier 1966.

9. The plans existing at the time of the coming into force of this act shall comply with the standards from the 1st of January 1966.

Modification. 10. Aucune modification ne peut être apportée à un régime enregistré sans l'approbation de la Régie.

10. No amendment shall be made to a registered plan without the approval of the Board.

Déclaration de l'employeur. 11. L'employeur qui contribue à un régime supplémentaire existant lors de la mise en vigueur de la présente loi doit, avant le 1er octobre 1965, produire à la Régie une déclaration en la forme prescrite et lui fournir copie des dispositions du régime.

11. An employer who contributes to a supplemental plan existing at the time of the coming into force of this act shall, before the 1st of October 1965, file with the Board a return in prescribed form and furnish the Board with a copy of the plan.

Id., des parties à une convention collective. 12. Les parties à une convention collective contenant des dispositions relatives à un régime supplémentaire existant lors de la mise en vigueur de la présente loi doivent, avant le 1er octobre 1965, produire à la Régie une déclaration en la forme prescrite et lui fournir une copie des dispositions relatives au régime.

12. The parties to a collective labour agreement containing provisions relating to a supplemental plan existing at the time of the coming into force of this act shall file with the Board a return in prescribed form before the 1st of October 1965 and furnish the Board with a copy of the provisions respecting the plan.

Id., d'administrateur, etc. 13. La personne qui, à titre d'administrateur, d'assureur ou de fiduciaire participe à la gestion d'un régime supplémentaire existant lors de la mise en vigueur de la présente loi doit, avant le 1er octobre 1965, produire à la Régie une déclaration en la forme prescrite.

13. Every person who participates, as administrator, insurer or trustee, in the management of a supplemental plan existing at the time of the coming into force of this act, shall file with the Board a return in prescribed form before the 1st of October 1965.

Enregistrement, etc. 14. Sur demande faite de la manière prescrite, la Régie doit faire l'enregistrement d'un régime supplémentaire conforme aux normes et délivrer un certificat en conséquence.

14. Upon application made in prescribed manner, the Board shall register a supplemental plan which complies with the standards and shall issue a certificate accordingly.

Certificat. Le certificat est adressé par lettre recommandée à la personne qui a fait la demande.

The certificate shall be sent by registered mail to the person who has made the application.

Registre. 15. La Régie doit tenir un registre des régimes enregistrés.

15. The Board shall keep a register of registered plans.

Date de l'enregistrement. 16. Les régimes existant lors de la mise en vigueur de la présente loi doivent être enregistrés en date du 1er janvier 1966.

16. The plans existing at the time of the coming into force of this act shall be registered as of the 1st of January 1966.

Délai pour demande. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder un délai pour la demande d'enregistrement et pour l'enregistrement,

The Lieutenant-Governor in Council may grant a delay for applying for registration and for registration, but such

mais ce délai ne doit pas dépasser le 31 décembre 1966.

delay shall not extend beyond the 31st of December 1966.

Certificat
d'un
actuaire.

17. Un régime supplémentaire soumis pour enregistrement doit être accompagné, dans les cas prescrits, du certificat d'un actuaire.

17. A supplemental plan submitted for registration shall, in prescribed cases, be accompanied by an actuary's certificate. Actuary's certificate.

Idem.

Il en est de même pour les modifications.

The same shall apply to amendments. Idem.

Décision
refusant
l'enregist-
rement.

18. Si un régime n'est pas conforme aux normes, la Régie doit en refuser l'enregistrement dans une décision motivée adressée par lettre recommandée à la personne qui a fait la demande.

18. If a plan does not comply with the standards, the Board shall refuse the registration thereof by a decision stating the reasons therefor and sent by registered mail to the person who has made the application. Decision refusing registration.

Revision.

19. La Régie peut, en tout temps, reviser sa décision.

19. The Board may review its decision at any time. Review.

Audition.

20. Toute demande de revision est entendue en séance publique.

20. Every application for review shall be heard in public. Hearing.

Recours
écarté.

21. L'enregistrement d'un régime existant constitue une fin de non-recevoir à tout recours fondé sur l'inobservation de la Loi des pensions aux employés de compagnies.

21. The registration of an existing plan shall preclude any recourse based on non-compliance with the Companies' Employees Pension Act. Recourse precluded.

Rensei-
gnements
prescrits.

22. L'administrateur d'un régime enregistré doit fournir chaque année à la Régie les renseignements prescrits.

22. The administrator of a registered plan shall furnish the Board annually with the prescribed information. Prescribed information.

Délai.

23. Ces renseignements sont adressés à la Régie dans les cent vingt jours qui suivent la fin de l'année financière du régime ou à la date prescrite.

23. Such information shall be sent to the Board within one hundred and twenty days after the end of the fiscal year of the plan, or on the prescribed date. Delay.

Inspection
par la
Régie.

24. Un régime supplémentaire est sujet à l'inspection par la Régie, chaque fois que la chose est jugée nécessaire pour l'application de la présente loi.

24. A supplemental plan shall be subject to inspection by the Board whenever it is deemed necessary for the carrying out of this act. Inspection by Board.

SECTION IV

DIVISION IV

STIPULATIONS OBLIGATOIRES

MANDATORY PROVISIONS

Age nor-
mal de la
retraite.

25. L'âge normal de la retraite doit être fixé dans le régime. Cet âge ne doit pas dépasser 70 ans.

25. Normal retirement age shall be determined in the plan. Such age shall not exceed 70 years. Normal retirement age.

Descrip-
tion
écrite.

26. Un régime supplémentaire doit stipuler que tout participant doit recevoir une description écrite des dispositions

26. A supplemental plan shall contractually provide that every member of the plan shall receive a written explanation Written explanation.

pertinentes du régime avec un exposé de ses droits et devoirs et tout autre renseignement prescrit.

of the pertinent provisions of the plan together with an explanation of his rights and duties and any other prescribed information.

Connaissance des dispositions.

27. Tout participant à un régime peut, aux conditions prescrites, prendre connaissance au bureau de la Régie des dispositions de ce régime.

27. Every member of a plan may, upon prescribed conditions, take cognizance of the provisions of such plan at the office of the Board.

Cognizance of provisions.

Conformité aux normes.

28. Un régime supplémentaire doit demeurer conforme aux normes pendant toute la durée de son existence.

28. A supplemental plan shall continue to comply with the standards as long as it remains in force.

Compliance with standards.

Conjoint bénéficiaire.

29. L'article 1265 du Code civil n'invalide pas la désignation du conjoint d'un salarié comme bénéficiaire d'une rente ou prestation en vertu d'un régime supplémentaire.

29. Article 1265 of the Civil Code shall not invalidate the designation of the spouse of an employee as beneficiary of a pension or other benefit under a supplemental plan.

Spouse as beneficiary.

Révocabilité de la désignation.

30. Nonobstant acceptation, la désignation de bénéficiaire d'une rente ou prestation est révocable, soit par un écrit transmis à l'administrateur du régime, soit par testament.

30. The designation of a beneficiary of a pension or other benefit may, notwithstanding acceptance, be revoked either by a writing sent to the administrator of the plan, or by will.

Revocation of designation.

Incessibilité, etc.

31. Toute créance de rente, prestation ou remboursement en vertu d'un régime est incessible et insaisissable, y compris celle qui est constituée par des contributions volontaires additionnelles.

31. No pension benefit, other benefit or right of refund under a plan shall be capable of assignment or alienation, including those constituted by additional voluntary contributions.

Assignment, etc., prohibited.

Restriction.

La rente due en vertu d'un régime à l'égard des services d'un salarié à compter de la date d'inscription n'est pas payable sous une autre forme à sa retraite ou subséquemment de son vivant.

The pension benefits provided under a plan in respect of service after the qualification date are not, on or after the retirement of an employee, payable in any other form during the lifetime of the employee.

Restriction.

Crédits de rente à ne pas réduire.

32. La modification d'un régime supplémentaire par suite de l'entrée en vigueur du Régime de rentes du Québec ne doit pas avoir pour effet de réduire les crédits de rente des participants à l'égard de leurs gains et de leurs services ou participation avant le 1er janvier 1966, sauf du consentement des deux-tiers des participants.

32. No amendment of a supplemental plan consequent upon the coming into force of the Quebec Pension Plan shall reduce the pension credits of any member in respect of remuneration and service or membership in the plan prior to the 1st of January 1966, except with the consent of two-thirds of the members of the plan.

Pension credits not to be reduced.

Pouvoir de la Régie.

Il appartient exclusivement à la Régie de statuer sur l'observation du présent article.

The Board alone shall have power to adjudicate as to the observance of this section.

Power of Board.

Délai pour requête.

La partie qui croit qu'une modification y contrevient peut, par requête à la Régie dans les six mois de la modification, faire déterminer la question.

Any party who believes that an amendment infringes this section may petition the Board, within six months after the amendment, to have the question decided.

Delay for petition.

SECTION V

DIVISION V

RENTE DIFFÉRÉE

DEFERRED ANNUITIES

Disposi-
tion obli-
gatoire.

33. Un régime enregistré doit stipuler que le participant qui, à la cessation de son service ou de sa participation, a atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge normal de la retraite, a droit à une rente différée:

a) s'il a complété une période continue de dix ans au service de l'employeur, ou

b) s'il a participé au régime pendant dix ans.

Montant.

34. Le montant de la rente différée prescrite par l'article 33 doit être au moins égal à celui de la rente payable à l'âge normal de la retraite eu égard aux services du salarié dans la province ou dans une autre province à législation équivalente en vertu

a) du régime,

b) d'une modification faite depuis la date d'inscription, ou

c) d'un régime établi depuis la date d'inscription.

Restric-
tion.

La rente payable en vertu du paragraphe *a* ne tient compte des services que depuis la date d'inscription.

Forme de
paiement.

35. La rente différée mentionnée à l'article 33 n'est pas payable sous une autre forme du vivant du participant.

Excep-
tions.

36. Nonobstant les articles 33 à 35 un régime peut:

a) donner droit à la rente différée avant l'âge de 45 ans aussi bien qu'avant dix ans de services ou de participation;

b) prévoir le paiement comptant de la valeur actuelle d'une rente immédiate ou différée dont le montant mensuel viager payable à l'âge normal de la retraite est inférieur à \$10;

c) permettre après la cessation du service ou de la participation au régime mais avant l'âge normal de la retraite, le versement en paiement partiel de la rente

33. A registered plan shall contractually provide that a member who, upon termination of his employment or of his membership in the plan, has attained the age of 45 years but has not attained normal retirement age, is entitled to a deferred annuity:

Provision
manda-
tory.

(a) if he has completed a continuous period of ten years in the service of the employer, or

(b) if he has been a member of the plan for ten years.

34. The amount of the deferred annuity prescribed by section 33 shall be at least equal to the amount of the pension provided at normal retirement age in respect of service as an employee in the Province or in any other province having similar legislation

Amount.

(a) under the plan,

(b) by an amendment made since the qualification date, or

(c) by a plan established on or after the qualification date.

The pension provided under paragraph *a* shall be in respect only of employment on or after the qualification date.

Restric-
tion.

35. The deferred annuity mentioned in section 33 shall not be payable in any other form during the lifetime of the member.

Form of
payment.

36. Notwithstanding sections 33 to 35, a plan may:

Excep-
tions.

(a) provide for a deferred annuity at an earlier age than 45 years or upon service or membership in the plan for less than 10 years or for both;

(b) provide for the cash payment of the commuted value of a pension or deferred annuity if the amount thereof payable to the employee at normal retirement age is less than \$10 a month payable during his lifetime;

(c) allow, upon or after termination of employment or membership in the plan prior to normal retirement age, the payment in partial discharge of the deferred

différée d'un montant ne dépassant pas 25% de la valeur actuelle de cette rente. annuity of an amount not exceeding 25% of the commuted value of such annuity.

Rembour-
sement
des con-
tributions,
etc.

37. Un régime doit stipuler qu'à la cessation de son service ou de sa participation le salarié qui n'a pas droit à la rente différée prescrite à l'article 33, a droit, au moins, soit à la somme des contributions qu'il a lui-même versées depuis la date d'inscription, soit à la rente différée constituée par ces contributions, soit à la valeur actuelle de ces contributions, soit à un ou à quelques-uns de ces avantages.

37. A plan shall provide that upon termination of his employment or upon termination of his membership in the plan an employee who is not entitled to the deferred pension prescribed in section 33 is at least entitled to either the aggregate of the contributions made by him since the qualification date or the deferred annuity arising from such contributions or to the commuted value of such contributions or to one or more of such benefits. Return of contributions, etc.

Arrange-
ment al-
ternatif.

38. Un régime peut permettre au salarié de choisir, avant le premier paiement de la rente différée prescrite à l'article 33, de la remplacer en totalité ou en partie par

38. A plan may allow an employee to elect, before the commencement of payment of the deferred annuity prescribed in section 33, to receive wholly or partly in lieu of such annuity Alternative settle-
ments.

a) une rente différée réduite ou augmentée en raison d'une retraite anticipée ou retardée ou en raison de dispositions relatives au paiement de prestations payables après son décès ou de modifications à de telles dispositions;

(a) a deferred annuity reduced or increased by reason of early or deferred retirement, by provision of payment of benefits after his death or by reason of variations of such provision;

b) un paiement ou une série de paiements en cas d'invalidité physique ou mentale.

(b) a payment or series of payments by reason of a mental or physical disability.

Ajuste-
ment aux
presta-
tions dues
au gouver-
nement.

39. Un régime peut permettre au salarié de choisir, avant l'âge normal de la retraite, de recevoir une rente dont le montant est modifié pour tenir compte des prestations payables en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse ou du Régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent.

39. A plan may allow an employee to elect, before attaining normal retirement age, to receive an annuity the amount of which is varied by reference to benefits payable under the Old Age Security Act or under the Quebec Pension Plan or a similar plan. Adjust-
ment to govern-
ment
benefits.

Cessation
des con-
tributions.

40. Au cas de cessation des contributions de l'employeur à un régime, la caisse de retraite doit être employée en premier lieu à l'acquittement de la rente différée prescrite aux articles 33 à 35 pour tout ancien salarié, de même que pour tout salarié actuel comme s'il avait cessé son service à la date de cessation des contributions.

40. In the event of an employer ceasing to make contributions to a plan, the retirement fund shall be applied first towards the payment of the deferred annuity prescribed in sections 33 to 35 with respect to any former employee and any present employee as if he had terminated his employment on the day when the contributions ceased. Cessation
of con-
tributions.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

41. Les articles 33 à 35 ne s'appliquent pas à un crédit de rente découlant de contributions volontaires additionnelles.

41. Sections 33 to 35 shall not apply to pension credits arising from voluntary additional contributions. Provisions
not to
apply.

SECTION VI

DIVISION VI

CAISSE DE RETRAITE ET ADMINISTRATION

RETIREMENT FUND AND ADMINISTRATION

Etablissement, etc., de caisse. **42.** L'établissement et le maintien d'une caisse de retraite sont obligatoires pour tout régime non assuré.

42. Every uninsured plan shall provide for the establishment and maintenance of a retirement fund. **Establishment, etc., of fund.**

Contributions. Toutes les contributions de l'employeur et des salariés ainsi que les gains ou profits réalisés avec cet argent, doivent y être versés.

All contributions of the employer and employees and any earnings or profits derived therefrom shall be paid into such fund. **Contributions.**

Patrimoine. Elle forme un patrimoine confié à l'administration d'un employeur, d'un groupe d'employeurs ou d'un comité de retraite.

It shall constitute a patrimony entrusted for administration to an employer, group of employers or retirement committee. **Patrimony.**

Suffisance. Elle doit pourvoir au paiement de toutes les prestations dues en vertu du régime y compris les remboursements.

It shall be adequate to provide for the payment of all benefits under the plan, including refunds. **Adequacy.**

Fin du régime. **43.** S'il est mis fin au régime, l'employeur est débiteur de toutes les sommes qu'il aurait dû payer jusque-là pour se conformer aux normes de solvabilité.

43. Upon the termination of a plan the employer is liable to pay all amounts that would otherwise have been required to be paid until such time to meet the standards of solvency. **Termination of plan.**

Administrateurs. **44.** Tout régime non assuré doit déterminer le mode de nomination et de remplacement des administrateurs, ainsi que la durée de leur fonction.

44. Every uninsured plan shall determine the method of appointing and replacing its administrators, and their term of office. **Administrators.**

Idem. **45.** Sauf délégation en vertu de la présente loi, seuls un employeur, un groupe d'employeurs ou un comité de retraite composé de représentants d'employeurs et de salariés peuvent agir comme administrateurs d'un régime non assuré.

45. Saving the case of delegation under this act, only an employer, a group of employers or a retirement committee consisting of representatives of employers and employees may act as administrators of an uninsured plan. **Idem.**

Délégation de fonctions. **46.** L'administrateur peut, sauf stipulation contraire du régime, déléguer ses fonctions en tout ou en partie à une compagnie de fidéicommissaires enregistrée dans la province.

46. Unless otherwise provided in the plan, an administrator may delegate all or part of his duties to a trust company registered in the Province. **Delegation of duties.**

Saisine. **47.** Dès sa nomination, l'administrateur est saisi comme fiduciaire de la caisse de retraite.

47. Upon his appointment, the administrator shall be seized of the retirement fund as trustee. **Seizin.**

Poursuite et désignation. Il peut poursuivre et être poursuivi pour les affaires du régime, et, si c'est un comité de retraite, il peut être désigné collectivement.

He may sue and be sued with respect to the affairs of the plan and a retirement committee acting as administrator may be designated collectively. **Suit and designation.**

Devoirs de l'administrateur. **48.** L'administrateur est tenu de gérer la caisse de retraite et d'effectuer le placement de ses actifs conformément aux normes.

48. The administrator shall manage the retirement fund and invest its assets in accordance with the standards. **Duties of administrator.**

Services
gratuits.

49. L'administrateur agit gratuitement sauf stipulation contraire du régime.

49. The administrator shall act without remuneration unless otherwise provided in the plan. Services gratuits.

Droit de
la majorité.

50. Lorsqu'il y a plusieurs administrateurs, la majorité peut agir sauf stipulation contraire du régime.

50. When there are several administrators, the majority may act unless otherwise provided in the plan. Majority may act.

Dissidence.

51. Un membre d'un comité de retraite est dégagé de responsabilité à l'égard d'une décision si, immédiatement ou dans les trois jours à compter de celui où il en prend connaissance, il enregistre sa dissidence.

51. A member of a retirement committee shall be free of responsibility with respect to any decision if, forthwith or within three days after he takes cognizance thereof, he records his dissent. Dissent.

SECTION VII

MISE EN TUTELLE

Mise en
tutelle.

52. Lorsqu'un régime supplémentaire cesse d'être conforme aux normes ou que son administrateur néglige de fournir les renseignements prescrits, la Régie peut, après avis adressé par lettre recommandée à l'employeur et à l'administrateur, déclarer la mise en tutelle du régime et désigner un curateur.

52. Where a supplemental plan is no longer in conformity with the standards, or the administrator thereof fails to furnish prescribed information, the Board may, after notice sent by registered mail to the employer and to the administrator, put the plan under trusteeship and appoint a curator. Imposition of trusteeship.

Curateur.

53. Le mandat du curateur doit être pour une période déterminée mais il peut être renouvelé.

53. The curator shall hold office for a specified period, but may be reappointed. Curator

Pouvoirs.

54. Le curateur possède, en plus des pouvoirs de l'administrateur du régime, celui d'en proposer la modification afin de le rendre conforme aux normes.

54. In addition to the powers of the administrator of the plan, the curator may propose any amendment thereof to comply with the standards. Powers.

Modification.

55. Une modification proposée par le curateur doit être communiquée aux participants.

55. Any amendment proposed by the curator shall be communicated to the members of the plan. Amendment.

Approbation.

Elle est ensuite soumise à l'approbation de la Régie.

It shall then be submitted to the Board for approval. Approval.

Fondement de la
décision.

Celle-ci ne doit approuver une modification que si elle en vient à la conclusion que le changement est dans l'intérêt des participants.

No amendment shall be approved by the Board unless it is of opinion that the change is in the interests of the members of the plan. Basis of Board's decision.

Intéressés,
etc., liés.

Une modification approuvée suivant le présent article lie tous les intéressés y compris les incapables et ceux qui n'ont qu'un intérêt éventuel.

Any amendment approved under this section shall bind all interested persons, including incapable persons and those having only contingent interests. Amendment binding.

Mainlevée.

56. La tutelle prend fin par mainlevée accordée par la Régie.

56. The trusteeship shall terminate upon release granted by the Board. Release.

SECTION VIII

ENTENTES DE RÉCIPROCITÉ

Pouvoirs
du Lt.-g.
en c.

57. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la Régie à

a) conclure une entente avec les représentants autorisés d'une autre province qui possède une législation équivalente afin de pourvoir à l'enregistrement et à l'inspection réciproques des régimes supplémentaires ainsi qu'à l'établissement d'une association canadienne d'organismes similaires à la Régie;

b) déléguer à l'organisme ou au gouvernement d'une autre province qui possède une législation équivalente certaines des fonctions et certains des pouvoirs conférés à la Régie par la présente loi;

c) contribuer au fonctionnement d'une association canadienne d'organismes similaires à la Régie et autoriser cette association à remplir certaines fonctions pour le compte de la Régie.

SECTION IX

RÈGLEMENTS

Pouvoirs
de la
Régie.

58. La Régie peut, par règlement, déterminer:

a) les formules approuvées de contributions et de rentes;

b) les méthodes et facteurs pour le calcul des crédits de rente, des rentes, des rentes différées et de leur valeur actuelle;

c) les données relatives à la modification des rentes et des rentes différées pour tenir compte des prestations payables en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et du Régime de rentes du Québec ou d'un régime équivalent;

d) les catégories de placements permis pour les actifs d'une caisse de retraite, les normes qualitatives et quantitatives applicables à chaque catégorie, les méthodes d'évaluation et tout ce qui a trait au placement;

e) les normes de solvabilité des régimes supplémentaires;

f) les conditions suivant lesquelles advenant la cessation du service d'un salarié ou de sa participation à un régime supplémentaire, ou la cessation des contributions de l'employeur à un régime,

DIVISION VIII

RECIPROCAL AGREEMENTS

57. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Board to

Powers of
Lt.-Gov.
in C.

(a) enter into agreements with the authorized representatives of any other province having similar legislation to provide for the reciprocal registration and inspection of supplemental plans and for the establishment of a Canadian association of commissions similar to the Board;

(b) delegate to the commission or to the government of any other province having similar legislation such functions and powers as are conferred upon the Board under this act;

(c) contribute to the operation of a Canadian association of commissions similar to the Board and to authorize such association to carry out duties on behalf of the Board.

DIVISION IX

REGULATIONS

58. The Board may make regulations to determine:

Powers of
Board.

(a) approved contribution and benefit formulæ;

(b) methods and factors for computing pension credits, pensions, deferred annuities and the commuted value thereof;

(c) principles respecting the amendment of pensions and deferred annuities for taking account of benefits payable under the Old Age Security Act and under the Quebec Pension Plan or a similar plan;

(d) classes of investments for retirement fund moneys, qualitative and quantitative standards applicable to each class, valuation methods and other rules pertaining to investments;

(e) standards of solvency for supplemental plans;

(f) the conditions under which, upon termination of employment of an employee, upon termination of an employee's membership in a supplemental plan or upon the employer ceasing to make contribu-

les sommes correspondant aux crédits de rente peuvent être, soit détenues par l'administrateur, le curateur, l'assureur ou le fiduciaire du régime, soit transférées à l'administrateur, à l'assureur ou au fiduciaire d'un autre régime ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, ou à l'institution visée au paragraphe *e* de l'article 6;

g) les salariés et régimes et les catégories de salariés ou régimes que la Régie peut soustraire à l'application de la présente loi;

h) les conditions particulières d'enregistrement des régimes établis en vertu de lois spéciales ou en vertu de la Loi des cités et villes ou de la Loi de l'instruction publique;

i) les autres provinces qui possèdent une législation équivalente;

j) ce qui constitue l'invalidité physique ou mentale aux fins du paragraphe *b* de l'article 38;

k) les modalités de la tutelle d'un régime et la façon de disposer de la caisse d'un régime après la cessation des contributions;

l) les honoraires exigibles pour l'enregistrement, le maintien de l'enregistrement et l'inspection des régimes;

m) les formules requises;

n) les fonctionnaires ou catégories de fonctionnaires autorisés à exercer des pouvoirs ou à remplir des fonctions que la présente loi assigne à la Régie;

o) toute mesure nécessaire ou utile à l'exécution de la présente loi.

tions to a plan, pension credits may be held by the administrator, curator, insurer or trustee of the plan or transferred to the administrator, insurer or trustee of another plan or to a registered retirement savings plan or to the agency described in paragraph *e* of section 6;

(g) employees or plans, or any class thereof, that the Board may except from the application of this act;

(h) special conditions for the registration of plans established under special acts or under the Cities and Towns Act or the Education Act;

(i) other provinces having similar legislation;

(j) physical or mental disability for the purposes of paragraph *b* of section 38;

(k) terms and conditions for the trusteeship of a plan and the disposition of the assets of a plan after contributions have ceased;

(l) fees payable for registration, renewal of registration and inspection of plans;

(m) prescribed forms;

(n) officers or classes of officers authorized to exercise powers and carry out duties assigned to the Board under this act;

(o) any matter necessary or advisable for the carrying out of this act.

Approba-
tion.

59. Les règlements édictés par la Régie, autres que ceux visés aux paragraphes *m* et *n* de l'article 58, n'entrent en vigueur qu'après approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

59. The regulations made by the Board, other than those contemplated in paragraphs *m* and *n* of section 58, shall not come into force until approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*.

SECTION X

INFRACTIONS

Infrac-
tions et
peine.

60. Quiconque

a) omet d'observer les dispositions de la présente loi ou d'un règlement,

b) empêche un fonctionnaire ou un employé de la Régie de remplir ses fonctions, ou

DIVISION X

OFFENCES

60. Every person who

(a) contravenes any provision of this act or of the regulations,

(b) obstructs an officer or agent of the Board in the performance of his duties, or

Offences
and
penalty.

c) fait de fausses déclarations pour l'obtention ou le maintien de l'enregistrement, est coupable d'une infraction et passible d'une amende de \$200 à \$10,000.

(c) makes misrepresentations for registration or renewal thereof, is guilty of an offence and is liable to a fine of not less than \$200 and not more than \$10,000.

Corporation.

61. Lorsqu'une corporation est coupable d'une infraction à la présente loi, tout fonctionnaire, administrateur ou mandataire de cette corporation qui a ordonné ou autorisé l'accomplissement de l'infraction ou y a consenti, acquiescé ou participé est partie à l'infraction, en est coupable et est passible de la peine prévue pour l'infraction, que la corporation ait été ou non poursuivie ou condamnée pour cette infraction.

61. Where a corporation is guilty of an offence under this act, an officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in, or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted therefor.

Procédure.

62. Une poursuite pour une infraction à la présente loi peut être intentée suivant la Loi des poursuites sommaires en tout temps dans les deux ans à compter de la date où l'infraction a été commise.

62. A prosecution for an offence under this act may be instituted under the Summary Convictions Act, at any time within two years from the day when the offence was committed.

Amendes.

63. Les amendes imposées en vertu de la présente loi appartiennent en entier à la Régie.

63. All fines imposed under this act shall belong to the Board.

SECTION XI

DISPOSITIONS FINALES

S.R.,
c. 277,
ab.

64. La Loi des pensions aux employés de compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 277, est abrogée.

Entrée en
vigueur.

65. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

DIVISION XI

FINAL PROVISIONS

64. The Companies' Employees Pension Act, Revised Statutes, 1964, chapter 277, is repealed.

65. This act shall come into force on the day of its sanction.